

VADE-MECUM SUR
LE DROIT ET LA PROCEDURE DISCIPLINAIRES
APPLICABLES AUX DETENUS MINEURS

Au centre pénitentiaire de Villeneuve-lès-Maguelone, sont mises en place des commissions de discipline spécifiques aux mineurs détenus afin notamment d'éviter tout contact avec des détenus majeurs.

Les avocats de la permanence mineurs sont désignés pour assister les mineurs détenus devant la commission de discipline.

Les textes internationaux :

CIDE
 CEDH (article 5)

Les textes nationaux :

- Il n'existe aucune disposition relative au statut du mineur détenu dans l'ordonnance de 1945.
- Décret n°2007-814 du 11 mai 2007 relatif au régime disciplinaire du mineur détenu en application de la loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 qui crée les établissements pénitentiaires pour mineurs.
- Décret n°2010-1634 du 23 décembre 2010 portant application de la loi pénitentiaire modifiant le décret pris en conseil d'Etat.
- Articles R57-7-7 et suivants du CPP

I- LES FAUTES DISCIPLINAIRES

Seules les fautes mentionnées aux articles R57-7-1 à R57-7-3 du Code de procédure pénale ou les manquements au règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire peuvent exposer les personnes détenues à des sanctions disciplinaires. En aucun cas, ne peut être sanctionné un comportement ne figurant pas dans l'un de ces textes.

Il n'existe pas de fautes disciplinaires spécifiques aux détenus mineurs.

Les fautes disciplinaires sont classées selon leur gravité en trois degrés (**R57-7 et suivants du CPP**) :

A) Les fautes du premier degré (Article R57-7-1) :

Constitue une faute disciplinaire du premier degré le fait, pour une personne détenue :

- 1° D'exercer ou de tenter d'exercer des violences physiques à l'encontre d'un membre du personnel ou d'une personne en mission ou en visite dans l'établissement ;
- 2° D'exercer ou de tenter d'exercer des violences physiques à l'encontre d'une personne détenue ;
- 3° De participer ou de tenter de participer à toute action collective, précédée ou accompagnée de violences

envers les personnes ou de nature à compromettre la sécurité des établissements ;

4° D'obtenir ou de tenter d'obtenir, par menace de violences ou contrainte, un engagement ou une renonciation ou la remise d'un bien quelconque ;

5° De commettre intentionnellement des actes de nature à mettre en danger la sécurité d'autrui ;

6° De participer à une évasion ou à une tentative d'évasion ;

7° D'introduire ou de tenter d'introduire au sein de l'établissement tous objets ou substances dangereux pour la sécurité des personnes ou de l'établissement, de les détenir ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service ;

8° D'introduire ou de tenter d'introduire au sein de l'établissement des produits stupéfiants, de les détenir ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service ;

9° D'introduire ou de tenter d'introduire au sein de l'établissement, de détenir, sans autorisation médicale, des produits de substitution aux stupéfiants ou des substances psychotropes, ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service ;

10° De causer ou de tenter de causer délibérément aux locaux ou au matériel affecté à l'établissement un dommage de nature à compromettre la sécurité ou le fonctionnement normal de celui-ci ;

11° D'inciter une personne détenue à commettre l'un des manquements énumérés par le présent article ou de lui prêter assistance à cette fin.

B) Les fautes du deuxième degré (Article R57-7-2) :

Constitue une faute disciplinaire du deuxième degré le fait, pour une personne détenue :

1° De formuler des insultes, des menaces ou des outrages à l'encontre d'un membre du personnel de l'établissement, d'une personne en mission ou en visite au sein de l'établissement pénitentiaire ou des autorités administratives ou judiciaires ;

2° De mettre en danger la sécurité d'autrui par une imprudence ou une négligence ;

3° D'imposer à la vue d'autrui des actes obscènes ou susceptibles d'offenser la pudeur ;

4° D'obtenir ou de tenter d'obtenir d'un membre du personnel de l'établissement ou d'une personne en mission au sein de l'établissement un avantage quelconque par des offres, des promesses, des dons ou des présents ;

5° De refuser de se soumettre à une mesure de sécurité définie par une disposition législative ou réglementaire, par le règlement intérieur de l'établissement pénitentiaire ou par toute autre instruction de service ;

6° De se soustraire à une sanction disciplinaire prononcée à son encontre ;

7° De participer à toute action collective de nature à perturber l'ordre de l'établissement, hors le cas prévu au 3° de [l'article R. 57-7-1](#) ;

8° De formuler des insultes ou des menaces à l'encontre d'une personne détenue ;

9° D'enfreindre ou de tenter d'enfreindre les dispositions législatives ou réglementaires, le règlement intérieur de l'établissement ou toute autre instruction de service applicables en matière d'entrée, de circulation ou de sortie de sommes d'argent, correspondance, objets ou substance quelconque ;

10° De détenir des objets ou substances interdits par une disposition législative ou réglementaire, par le règlement intérieur de l'établissement ou par toute autre instruction de service ou d'en faire l'échange contre tout bien, produit ou service, hors les cas prévus aux 7°, 8° et 9° de l'article R. 57-7-1 ;

- 11° De causer délibérément un dommage aux locaux ou au matériel affecté à l'établissement, hors le cas prévu au 10° de l'article R. 57-7-1 ;
- 12° De causer délibérément un dommage à la propriété d'autrui ;
- 13° De commettre ou tenter de commettre un vol ou toute autre atteinte frauduleuse à la propriété d'autrui ;
- 14° De consommer des produits stupéfiants ;
- 15° De consommer, sans autorisation médicale, des produits de substitution aux stupéfiants, des psychotropes ou des substances de nature à troubler le comportement ;
- 16° De se trouver en état d'ébriété ;
- 17° De provoquer un tapage de nature à troubler l'ordre de l'établissement ;
- 18° D'inciter une personne détenue à commettre l'un des manquements énumérés au présent article ou de lui prêter assistance à cette fin.

C) Les fautes du troisième degré (Article R57-7-3) :

Constitue une faute disciplinaire du troisième degré le fait, pour une personne détenue :

- 1° De formuler des outrages ou des menaces dans les lettres adressées aux autorités administratives et judiciaires ;
- 2° De formuler dans les lettres adressées à des tiers des menaces, des injures ou des propos outrageants à l'encontre de toute personne ayant mission dans l'établissement ou à l'encontre des autorités administratives et judiciaires, ou de formuler dans ces lettres des menaces contre la sécurité des personnes ou de l'établissement ;
- 3° De refuser d'obtempérer aux injonctions des membres du personnel de l'établissement ;
- 4° De ne pas respecter les dispositions du règlement intérieur de l'établissement ou les instructions particulières arrêtées par le chef d'établissement ;
- 5° D'entraver ou de tenter d'entraver les activités de travail, de formation, culturelles, culturelles ou de loisirs ;
- 6° De communiquer irrégulièrement avec une personne détenue ou avec toute autre personne extérieure à l'établissement ;
- 7° De négliger de préserver ou d'entretenir la propreté de sa cellule ou des locaux communs ;
- 8° De jeter tout objet ou substance par les fenêtres de l'établissement ;
- 9° De faire un usage abusif ou nuisible d'objets autorisés par le règlement intérieur ;
- 10° De pratiquer des jeux interdits par le règlement intérieur ;
- 11° D'inciter une personne détenue à commettre l'un des manquements énumérés au présent article ou lui prêter assistance à cette fin.

Extension aux faits commis à l'extérieur de l'établissement : L'article R-57-7-4 du CPP précise que l'ensemble des faits prévus par les articles R 57-7-1 à R 57-7-3 seront considérés comme des fautes disciplinaires s'ils sont commis à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire. En ce cas, les violences, dégradations, menaces mentionnées aux 1° et 10° de l'article R 57-7-1 et 1° et 11° de l'article R57-7-2 peuvent être retenues comme fautes disciplinaires, quelle que soit la qualité de la personne visée ou du propriétaire des biens en cause.

Cumul possible entre procédure disciplinaire et procédure pénale : la procédure disciplinaire n'est pas exclusive de la procédure pénale. Une sanction disciplinaire et une sanction pénale sont donc cumulables.

II – LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE APPLICABLE AUX DETENUS MINEURS :

A – LA PROCEDURE AVANT LA COMPARUTION DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE :

1 – La procédure administrative : « l'enquête disciplinaire » :

La procédure requiert :

- un compte rendu d'incident (CRI)

Et

- deux rapports : un rapport d'enquête et un rapport sur la situation du mineur rédigé par la PJJ.

a) Le compte rendu d'incident (CRI) (article R57-7-13 du CPP) :

En cas de manquement à la discipline de nature à justifier une sanction disciplinaire, le CRI est rédigé par l'agent présent lors de l'incident ou informé de l'incident dans les plus brefs délais.

En pratique, ce document est le plus souvent très succinct et factuel.

- ✓ L'auteur de ce compte rendu d'incident ne peut pas siéger à la commission de discipline selon le principe d'impartialité.
- ✓ Absence de formalisme pour ce compte rendu d'incident mais la circulaire concernant les majeurs insiste sur la neutralité et l'objectivité du CRI qui doit, en principe, ne pas qualifier les faits
- ✓ Ce compte rendu n'est pas communiqué à la personne détenue mais elle doit en être informée.
- ✓ Le CRI peut ne pas être signé
- ✓ L'auteur doit indiquer son identité et sa qualité ([CAA Lyon, 17 février 2011, n°10LY00088](#))

b) Le rapport « d'enquête ou d'instruction » (article R57-7-14 CPP) :

Il est établi par un membre du personnel de commandement du personnel de surveillance, un major pénitentiaire ou un premier surveillant et est adressé au chef d'établissement.

En pratique, il s'agit d'un rapport d'enquête permettant d'exposer les circonstances de la faute tout en fournissant des éléments relatifs à la personnalité de la personne détenue.

La personne détenue est auditionnée par l'agent en charge du rapport.

- ✓ Seul le rapport d'enquête lance la poursuite disciplinaire (**R.57-7-14 du CPP**)
- ✓ L'auteur de ce rapport ne peut siéger en commission de discipline
- ✓ il comporte tout élément d'information utile sur les circonstances des faits et sur la personnalité du détenu.

c) Le rapport de la PJJ (article R57-7-14 CPP) :

- ✓ Lorsque la personne détenue est mineure, le service de la PJJ saisi par le chef d'établissement, établit un rapport sur sa situation personnelle, sociale et familiale. (Circulaire du 9 juin 2011 sur la détention des majeurs applicable)
- ✓ Recueille les observations du détenu
- ✓ précise que ce rapport n'a pas vocation à se prononcer sur l'opportunité d'engager des poursuites disciplinaires qui relève de la compétence du chef d'établissement ou de son délégataire (circulaire du 24 mai 2013 www.textes.justice.gouv.fr/art_pix/JUSK1340024C.pdf)
- ✓ Ce rapport doit apporter un éclairage sur la situation personnelle du mineur et les difficultés qu'il peut rencontrer.
- ✓ Il est communiqué au gradé chargé du rapport d'enquête

d) L'engagement des poursuites disciplinaires R57-7-15 et R57-7-16 CPP) :

- L'opportunité et le délai relatifs à la poursuite de la procédure :

Au vu de ces rapports, le chef d'établissement ou son délégataire apprécie l'opportunité de poursuivre la procédure. **(R57-7-15 CPP).**

Il peut également demander un complément d'information.

Les poursuites disciplinaires ne peuvent être exercées plus de 6 mois après la découverte des faits reprochés à la personne détenue.

- la convocation de la personne détenue devant la commission de discipline :

Si des poursuites sont engagées, la personne détenue est alors convoquée, par écrit, devant la commission de discipline.

Cette convocation rappelle les droits de la personne détenue prévus à l'article R57-7-16 du CPP (R57-7-17)

Si la personne détenue est mineure, la copie de cette convocation doit être adressée au titulaire de l'autorité parentale ou ses représentants légaux sous peine de nullité de la procédure

- les droits de la personne détenue (article R57-7-16):

- La personne détenue doit être informée des faits reprochés et de leur qualification juridique
- Elle est informée de la date et de l'heure de sa comparution devant la commission de discipline ainsi que du délai dont elle dispose pour préparer sa défense. (Ce délai ne peut être inférieur à 24 heures)
- **Si la personne détenue est mineure**, elle est **obligatoirement** assistée par un avocat. A défaut de choix d'un avocat par elle ou par ses représentants légaux, elle est assistée par un avocat désigné par le bâtonnier. (Rappel : pour les personnes majeures, l'avocat n'est pas obligatoire).
- La personne détenue ou son avocat peut consulter l'ensemble des pièces de la procédure disciplinaire, sous réserve que cette consultation ne porte pas atteinte à la sécurité publique ou à celle des personnes,
- L'avocat ou la personne détenue si elle n'est pas assistée d'un avocat, peut également demander à prendre connaissance de tout élément utile à l'exercice des droits de la défense existant (notamment les données de vidéoprotection), dont l'administration pénitentiaire dispose dans l'exercice de sa mission et relatif aux faits visés par la procédure disciplinaire, sous réserve que sa consultation ne porte

pas atteinte à la sécurité publique ou à celle des personnes.

L'autorité compétente répond à la demande d'accès dans un délai maximal de 7 jours ou, en tout état de cause, en temps utile pour permettre à la personne de préparer sa défense et de 48 heures en cas de demande d'accès à des données de vidéoprotection.

Si l'administration pénitentiaire fait droit à la demande, l'élément est versé au dossier de la procédure. Les données de vidéoprotection visionnées font l'objet d'une transcription dans un rapport versé au dossier de la procédure.

2 - Les mesures provisoires (R57-7-18 CPP) :

A titre préventif (avant la réunion de la commission de discipline) : le chef d'établissement ou son délégué, peut prendre des mesures provisoires :

- **Limitation de la liberté d'aller et venir : Articles R57-7-18 à R57-7- 21 CPP**

Le placement préventif en cellule disciplinaire :

Si cette mesure est l'unique moyen de mettre fin à la faute ou de préserver l'ordre intérieur de l'établissement.

Cette mesure ne peut être prise qu'à l'égard des mineurs âgés **de plus de 16 ans** et pour les sept premières fautes du premier degré.

Le confinement préventif en cellule individuelle ordinaire :

Si cette mesure est l'unique moyen de mettre fin à la faute ou de préserver l'ordre intérieur de l'établissement.

Le confinement est possible que pour les mineurs **de plus de 16 ans** et les fautes des premier et deuxième degrés (circulaire du 29/05/2013)

Durée de ces mesures : R. 57-7-19 CPP : Le confinement en cellule individuelle ordinaire ou le placement en cellule disciplinaire à titre préventif doivent être limités à une durée strictement nécessaire qui ne peut excéder deux jours ouvrables.

- **La privation d'emploi** cette mesure concerne uniquement les mineurs **de plus de 16 ans (R57-7-22 CPP)**.

La faute reprochée doit avoir été commise au cours de l'emploi du mineur.

La suspension de l'exercice de l'activité professionnelle doit être l'unique moyen de mettre fin à la faute, de faire cesser le trouble occasionné au bon déroulement des activités de travail ou d'assurer la sécurité des personnes ou de l'établissement.

La durée de la privation d'emploi est réduite à 3 jours ouvrables pour les mineurs.(R57-7-23 CPP).

La durée des mesures provisoires s'impute sur celle de la sanction à subir (R57-7-20 et R57-7-24 CPP)

B – LA PROCEDURE DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE :

a) la composition de la commission :

La commission de discipline est composée d'un président (le chef d'établissement ou de son délégué) et de deux assesseurs.

Le premier assesseur est choisi parmi les 1ers et 2ème grades d'encadrement du personnel de surveillance et le second est choisi parmi des personnes extérieures à l'administration pénitentiaire qui

manifestent un intérêt pour les questions relatives au fonctionnement des établissements pénitentiaires.

Une liste limitative de personnes ne pouvant siéger est prévue par les articles R57-7-10 et R57-7-11 du CPP (exemples : mineurs, magistrats, avocats en exercice...).

L'assesseur extérieur n'a qu'une voix consultative.

Il n'existe pas de spécificité en terme de composition pour les commissions de discipline des détenus mineurs.

b) Les personnes présentes ou convoquées devant la commission de discipline:

Article R57-7-25 CPP :

- Lors de sa comparution, la personne détenue présente ses observations.
- La personne détenue mineure est assistée de son avocat
- Si la personne détenue est mineure, un membre du service de la PJJ, avisé par le chef d'établissement, peut assister à la commission de discipline et présenter oralement ses observations sur la situation personnelle, sociale et familiale du mineur. (La circulaire du 24 mai 2013 permet d'envisager la présence d'un second représentant des services de la PJJ (exemple : l'éducateur référent du mineur))

La circulaire précise que l'éducateur PJJ ne participe pas au délibéré.

- Si la personne détenue ne comprend pas la langue française, n'est pas en mesure de s'exprimer dans cette langue ou si elle est dans l'incapacité physique de communiquer, ses explications sont présentées, dans la mesure du possible, par l'intermédiaire d'un interprète désigné par le chef d'établissement.

III - LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES APPLICABLES AUX DETENUS MINEURS (articles R57-7-35 à R57-7-37 du CPP) :

Les sanctions applicables aux mineurs sont spécifiques soit par leur nature soit par leur durée.

A) Les sanctions disciplinaires applicables aux détenus mineurs sont (articles R57-7-35 à R57-7-37):

- **l'avertissement** (prévu également pour les détenus majeurs)
- **Le confinement en cellule individuelle ordinaire**

Pour les mineurs de plus de 16 ans, le confinement peut être prononcé quel que soit la faute disciplinaire commise mais sa durée ne peut excéder (R57-7-42) :

- 7 jours pour les fautes du 1^{er} degré,
- 5 jours pour les fautes du 2^{ième} degré
- 3 jours pour les fautes du 3^{ième} degré.

Pour les mineurs de moins de 16 ans, le confinement ne peut être prononcé que pour les 7 premières fautes du premier degré et sa durée ne peut excéder 3 jours.

Le régime est le même sans distinction d'âge : le droit à correspondance, une heure de promenade et la continuité des activités et de la formation scolaire. La circulaire du 24 mai 2013 confirme la rencontre quotidienne avec l'éducateur de la PJJ.

- **Le placement en cellule disciplinaire :**

Il n'est possible que pour les mineurs de plus de 16 ans et doit garder un caractère exceptionnel.

Il ne peut être prononcé que pour les 7 premières fautes du premier degré et les fautes du deuxième degré prévues au 1°, 6°, 7° et 8° de l'article R57-7-2

Sa durée ne peut excéder 7 jours pour les fautes du premier degré et 5 jours pour les fautes du deuxième degré (R57-7-48)

Depuis la loi de 2009, le mineur, placé en cellule disciplinaire, doit pouvoir assister aux activités d'enseignement, de formation et à toutes les activités éducatives. Les visites ne sont pas suspendues, celles quotidiennes de l'éducateur sont maintenues.

- **Les différentes privations (R57-7-35-2° et 3° et 5° du CPP) :**

- Privation d'effectuer des achats en cantine : Elle ne s'applique ni aux produits d'hygiène ni à ceux relatifs à la correspondance. Cette privation ne peut excéder 15 jours pour le mineur alors qu'elle est de deux mois pour le majeur.

- Privation de tout appareil audiovisuel dont le mineur a l'usage personnel : Cette privation pour le mineur ne peut excéder 15 jours alors qu'elle est de 2 mois pour le majeur.

- Privation / restriction d'activités culturelles, sportives ou de loisirs pendant une durée ne pouvant excéder 8 jours alors qu'elle est de 30 jours pour le majeur.

- Suspension de la décision de classement de l'emploi ou de formation (applicable aux mineurs de plus de 16 ans) (R57-7-36 2°) pour une durée maximale de 3 jours (au lieu de 8 jours pour le majeur), si la faute disciplinaire a été commise au cours ou à l'occasion de ce travail ou de cette formation.

Le mineur ne peut être privé de parler ni être contraint à des activités de nettoyage en dehors de la sanction spécifique.

- **La sanction d'activité de réparation (R57-7-37 CPP) : créée en 2007, elle se rapproche de la mesure éducative d'aide et de réparation. Le but poursuivi est le relèvement éducatif du mineur.**

Elle consiste soit à :

- Présenter oralement des excuses à la victime,
- Rédiger une lettre d'excuse,
- Rédiger un écrit portant sur la faute commise et sur le préjudice qu'elle a occasionné
- Effectuer un travail de nettoyage ou de rangement des locaux de l'établissement pour une durée globale n'excédant pas 10 heures (alors que la durée maximale est de 40 heures pour les majeurs) lorsque la faute est en relation avec un manquement aux règles d'hygiène.

Le Président de la commission de discipline détermine la nature de l'activité de réparation et recueille le consentement du mineur et des titulaires de l'exercice de l'autorité parentale ou de ses représentants légaux préalablement au prononcé de la sanction de réparation.

B) Les règles relatives au prononcé de la sanction :

1- les règles générales :

Les sanctions prononcées doivent être proportionnées à la gravité des faits et adaptées à la personnalité de leur auteur (**R57-7-49**)

Pour les détenus mineurs, le président de la commission de discipline tient compte, notamment, de leur âge et de leur degré de discernement (**article R57-7-49**).

Lorsque la personne détenue est mineure, le président de la commission de discipline ne peut prononcer, pour une même faute, qu'une seule des sanctions prévues aux articles R57-7-35 ou R57-7-36 (**article R57-7-52**)

Les sanctions collectives sont prohibées (**R57-7-49**).

La décision sur la sanction disciplinaire est prononcée en présence de la personne détenue. Elle lui est notifiée par écrit sans délai et doit comporter, outre l'indication des motifs, le rappel des dispositions de l'article R57-7-32 relatif aux voies de recours (**R57-7-26**)

La sanction ne peut être mise à exécution plus de 6 mois après son prononcé sous réserves des règles applicables en matière de sursis et de suspension (**R57-7-27**).

Le plus souvent, elle est mise à exécution immédiatement.

Dans un délai de 5 jours à compter de la décision prononçant une sanction disciplinaire à l'encontre d'une personne mineure, le chef d'établissement transmet une copie de la décision, d'une part au directeur interrégional des services pénitentiaires et au directeur interrégional de la PJJ et, d'autre part, au juge des enfants ou, le cas échéant, au magistrat saisi du dossier de la procédure sous le contrôle duquel la personne détenue est placée.

Il avise également les titulaires de l'autorité parentale ou les représentants légaux de la personne mineure.

Il fait rapport à la commission d'application des peines et à l'équipe pluridisciplinaire chargée du suivi individuel de mineur de toute sanction de confinement en cellule individuelle ordinaire et de toute sanction de cellule disciplinaire prononcée à l'encontre d'une personne mineure (**R57-7-29**).

2- Le bénéfice du sursis :

Le président de la commission de discipline peut accorder le bénéfice du sursis pour tout ou partie de l'exécution de la sanction disciplinaire soit lors de son prononcé soit lors de son exécution (**article R57-7-54**).

Lorsqu'il accorde le bénéfice du sursis, le président de la commission de discipline fixe un délai de suspension de la sanction sans que celui-ci puisse excéder 3 mois s'il s'agit d'un mineur (6 mois pour les détenus majeurs) (**article R57-7-55**).

Lorsqu'il ordonne le bénéfice du sursis à exécution d'une sanction de cellule prévues au 6° de l'article R57-7-35 et à l'article R57-7-36 prononcée à l'encontre d'un mineur de plus de 16 ans, le président de la commission peut décider qu'il devra accomplir, pendant tout ou partie du délai de suspension de la sanction, des travaux de nettoyage pour une durée globale n'excédant pas 20 heures (40 heures pour les personnes majeures).

Le consentement de la personne détenue doit être préalablement recueilli (**article R57-7-58**).

Le sursis peut être révoqué en tout ou partie, en cas d'inexécution totale ou partielle du travail ordonné. L'inexécution doit être constatée par l'autorité disciplinaire sur rapport d'un membre du personnel, la personne détenue ayant été préalablement entendue.

Lorsque celle-ci est mineure, les observations du service de la PJJ sont recueillies.

Si au cours du délai de suspension de la sanction, la personne détenue commet une nouvelle faute donnant lieu à une sanction, quels que soient la nature ou le degré de cette faute, le sursis est, sauf décision contraire du président de la commission, révoqué de plein droit. La première sanction est alors exécutée cumulativement avec celle afférente à la seconde faute, sous réserve des règles relatives au cumul des sanctions (la durée cumulée de sanctions de même nature ne pouvant excéder la limite du maximum prévu pour la faute la plus grave) (**R57-7-56**)

L'article R57-7-56 précise les sanctions étant réputées de même nature :

Ainsi, « pour l'application de cette disposition, sont réputés de même nature :

1° Le confinement en cellule individuelle ordinaire et le placement en cellule disciplinaire ;

2° La privation de la faculté d'effectuer des achats en cantine et l'interdiction de recevoir des subsides ;

3° La privation de tout appareil acheté ou loué par l'intermédiaire de l'administration et la privation ou la restriction d'une activité culturelle, sportive ou de loisirs ;

4° La privation de tout appareil audiovisuel dont le mineur a l'usage personnel et la privation d'activités culturelles, sportives et de loisirs.

En tout état de cause, la sanction de mise en cellule disciplinaire s'exécute préalablement à toute autre sanction.

Si au cours du délai de suspension de la sanction, la personne détenue n'a commis aucune faute disciplinaire donnant lieu à sanction, la sanction est réputée non avenue.

3- La dispense, la suspension et le fractionnement relatifs à l'exécution de la sanction (R57-7-60) :

Le chef d'établissement ou son délégataire peut, lors du prononcé ou au cours de l'exécution de la sanction, dispenser la personne détenue de tout ou partie de son exécution soit en raison de sa bonne conduite, soit à l'occasion d'une fête légale ou d'un événement national, soit pour suivre une formation ou pour passer un examen, soit pour lui permettre de suivre un traitement médical.

Il peut, également, pour les mêmes motifs, lors du prononcé ou au cours de l'exécution de la sanction, décider d'en suspendre ou d'en fractionner l'exécution.

Lorsque la période de suspension excède 6 mois, la sanction ne peut plus être ramenée à exécution (**R57-7-61**).

C – LES RECOURS CONTRE LES DECISIONS DE LA COMMISSION DE DISCIPLINE :

Les sanctions disciplinaires sont contestables.

L'article R57-7-32 précise que : « la personne détenue qui entend contester la sanction prononcée à son encontre par la commission de discipline doit, dans le délai de 15 jours à compter du jour de la notification de la décision, la déférer au directeur interrégional des services pénitentiaires préalablement à tout recours contentieux.

Le directeur interrégional dispose d'un délai d'1 mois à compter de la réception du recours pour répondre par décision motivée.

L'absence de réponse dans ce délai vaut décision de rejet. »

Pour contester la sanction disciplinaire, le détenu doit donc exercer en premier lieu un recours hiérarchique auprès du directeur interrégional des services pénitentiaires, suivi le cas échéant d'un recours devant le Tribunal Administratif. Dans les deux cas, le recours n'a pas d'effet suspensif : la sanction sera donc exécutée sauf exception.

1) Le recours préalable obligatoire devant le directeur interrégional des services pénitentiaires :

Ce recours hiérarchique préalable est obligatoire avant tout recours devant le tribunal administratif.

Ce recours n'est pas suspensif.

Le délai de 15 jours commence à courir à compter du lendemain de la notification de la décision.

Aucune formalité particulière n'est exigée s'agissant de la forme du recours.

Le recours peut être envoyé par lettre simple ou par lettre recommandée avec accusé de réception, ce qui en pratique est fortement conseillé afin de pouvoir conserver une preuve de son envoi et de sa réception dans le délai de 15 jours.

Il est également fortement conseillé de conserver une copie du recours envoyé au directeur interrégional.

Il faut rappeler l'ensemble des éléments de fait et de droit de la situation, joindre toutes pièces justificatives.

Peuvent être dénoncés par exemple une violation des droits de la défense, un vice de forme, ou encore l'incompétence de l'auteur de la décision de poursuite ou de sanction. Il est nécessaire d'invoquer au moins un vice se rapportant à l'illégalité de la décision « *au fond* » (inexistence des faits reprochés, gravité de la sanction sans rapport avec celle de la faute, actes sanctionnés non constitutifs d'une faute disciplinaire, etc.).

Le directeur interrégional doit accuser réception de la demande et indiquer les conséquences en cas de rejet ou d'absence de réponse de sa part par courrier .

Le directeur interrégional doit opérer en théorie un contrôle complet de la légalité de la décision.

Il dispose d'un délai d'un mois pour confirmer, réformer ou retirer la décision de la commission de discipline.

2) Le recours pour excès de pouvoir et les procédures de référé devant le Tribunal Administratif:

Si le directeur interrégional des services pénitentiaires ne répond pas, ou confirme la décision de la commission de discipline, alors , la personne détenue peut saisir, dans un délai de 2 mois, le tribunal administratif.

En cas de rejet implicite, ce délai de deux mois commence à courir un mois après la date de l'accusé de réception envoyé par l'administration.

En cas de rejet explicite, il commence à courir à la date de réception de la décision du directeur interrégional.

C'est cette dernière décision, et non celle de la sanction initiale prise lors de la commission de discipline, que le détenu doit contester devant le juge administratif. En pratique cependant, un recours contre la sanction initiale sera « *réputé* » dirigé contre la décision du directeur interrégional, sous réserve que le recours hiérarchique ait bien été exercé.

Le tribunal administratif compétent est celui du lieu de détention. En cas d'erreur, le tribunal incompétent doit en principe renvoyer le dossier au tribunal compétent, mais en cas de référé, le requérant s'expose à un rejet de sa requête s'il ne respecte pas les règles de compétence.

Ce recours n'est pas suspensif.

Il est recommandé d'invoquer au moins un vice se rapportant aux causes juridiques du recours, à savoir :

- ✓ illégalité de forme : insuffisance de motivation, incompétence de l'auteur de la décision de poursuite
- ✓ illégalité de procédure : violation des droits de la défense, non-respect du délai de 24 heures
- ✓ illégalité au fond : inexistence des faits reprochés, disproportion entre la sanction et la faute reprochée

Le plus souvent, le détenu aura donc effectué depuis longtemps sa sanction disciplinaire quand la juridiction administrative rendra sa décision.

Ce recours peut toutefois présenter un intérêt lorsque le détenu envisage de solliciter un aménagement de peine par exemple.

Il est également possible dans certains cas de saisir le tribunal administratif en urgence via une procédure de référé-suspension ou de référé-liberté :

Avant même que le directeur interrégional n'ait répondu, le détenu peut en effet demander au président du tribunal administratif du lieu de détention d'ordonner la suspension de l'exécution de la sanction de cellule disciplinaire. Les conditions pour engager de telles procédures d'urgence sont extrêmement restrictives.

Si elle est décidée, la suspension de la décision prend effet à compter de la notification de l'ordonnance de référé et dure jusqu'à l'intervention de la décision (implicite ou explicite) du directeur interrégional pénitentiaire sur le recours hiérarchique formé par le détenu.